

- UN CONSTAT : UNE FRANCE AFFAIBLIE

Depuis plus de trente ans, de reniements en abandons, nos dirigeants n'ont eu de cesse d'affaiblir notre pays, et de contribuer à son effacement. Les français en arrivent à ne plus voir la France, ils n'en distinguent plus les traits.

Voilà qu'aujourd'hui les idéologues nous présentent les grands événements que nous vivons (mondialisation, fédéralisme européen, triomphe des marchés financiers, disparition des Etats-Nations) comme des faits inéluctables s'imposant à nous, alors qu'il ne sont rien que des choix opérés à l'insu des peuples.

Dans tous les cas ces affirmations idéologiques poursuivent le même objectif : faire croire à un sens de l'histoire, indépendant de toute volonté humaine, qui disqualifierait le pouvoir des peuples jugés inconstants, incompetents, au profit du pouvoir d'experts autoproclamés.

Aujourd'hui chacun peut mesurer les effets de cette politique : la fin de l'indépendance nationale, l'indivisibilité de la République contestée, un Etat bafoué face à des féodalités renaissantes, une insécurité croissante, un système d'enseignement déliquescant...

Face à ce naufrage, l'UPF se propose de redonner vie à la démocratie en réaffirmant que celle-ci n'a de sens que si elle s'incarne dans la souveraineté populaire, dans la solidarité du peuple, dans la solidarité de la Nation, et dans les valeurs républicaines.

- LA SOUVERAINETE POPULAIRE

La Souveraineté populaire doit se comprendre comme un appel au peuple et comme la participation la plus directe des citoyens dans les affaires de leur pays. Parce que tout ce qui se fait sans le peuple est illégitime, nous voulons l'élargissement du champ d'action du référendum pour aborder les questions de société ainsi que celles touchant à l'intégrité même de notre Nation et à sa souveraineté nationale.

- L'INDEPENDANCE NATIONALE

Seule l'indépendance nationale peut permettre à notre pays d'être libre de ses politiques tant nationales qu'internationales.

C'est la raison pour laquelle, nous rejetons absolument l'actuelle Europe supranationale et préférons travailler à la construction d'une nouvelle Europe, respectueuse de chaque nation qui la compose et basée sur des coopérations librement consenties et toujours révocables, en lieu et place d'un conglomérat fédéral visant à la dissolution de toutes identités nationales et qui n'apporte que baisse généralisée du niveau de vie et chômage de masse.

L'indépendance nationale de la France doit nous permettre de retrouver le chemin de la

prospérité et du progrès économique et social.

La France doit refuser, conformément à sa tradition, de se soumettre à une quelconque hégémonie politique ou économique.

L'indépendance est également le principe directeur d'une politique étrangère forte et respectée, aussi la France ne peut prendre part à l'action internationale que si elle est véritablement indépendante.

Il s'agit avant tout de se tenir en dehors de toute inféodation. Raisons qui ont conduit au compromis du Luxembourg voulu par de Gaulle, qui a eu pour effet de mettre en sommeil la règle du vote majoritaire au Conseil et de couper court aux débordements de la commission européenne.

Nous voulons aussi que la France regarde vers le grand large, tant du côté de la Francophonie que du reste du monde avec la mise en place de véritables politiques d'échanges dans tous les domaines.

Nous revendiquons les valeurs universelles de la France fondées sur la liberté et la justice comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : cela étant valable tant pour la France que pour les autres nations du monde.

Une nation doit faire sa politique et non celle des autres et pour mener à bien une telle entreprise, la nation doit posséder la maîtrise de son destin.

- L'ETAT-NATION

L'Etat-Nation est le lieu naturel où peut s'exercer la démocratie. Seul un Etat juste et fort pourra s'imposer à tous les intérêts égoïstes pour ne servir que l'intérêt général. Il doit être le garant de l'unité nationale.

Toute activité s'ordonne autour de la nation, collectivité de base modelée par l'histoire, incarnée par l'Etat, enracinée dans une terre, soudée par l'intérêt et un projet commun. C'est toujours, le parti de l'étranger et du renoncement qui est à l'oeuvre contre elle, prêt à sacrifier notre souveraineté pour "un plat de lentilles ou quelques pistoles". Il n'y a pas un français qui ne sache que tout avenir est vain si la France n'a pas, pour la guider, un Etat qui en soit capable.

Pour nous, la Nation est la seule échelle qui soit à la fois à la taille de l'homme et, à la dimension du monde. Elle est notre bien commun et il n'y a pas de citoyenneté sans enracinement dans la Nation et sans attachement aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

Nous nous devons de rester attachés à ce que des politiques de grands projets demeurent pour le pays, une ardente obligation, comme nous devons refuser "l'anarchie libérale" et nous attacher à modeler l'espace français en le restructurant sans cesse.

Avec Ernest Renan nous savons que "l'existence des nations est la garantie de la liberté qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un seul maître."

- **DEFENSE DE NOS INSTITUTIONS ET DES VALEURS REPUBLICAINES**

Contrairement à ce qu'on peut souvent entendre, la Vème République n'est nullement responsable de la situation politique de la France.

La Vème république est devenue ce que les hommes politiques ont voulu en faire car nos institutions ont sans cesse été modifiées. Nous souhaitons un retour à l'esprit et surtout à la lettre de nos institutions qui avait permis l'établissement d'un Etat républicain capable de faire respecter l'ordre et la justice. Ainsi l'autorité de l'Etat pourra s'appuyer sur l'adhésion de la nation.

Si l'on veut asseoir l'autorité de l'Etat, tout en assurant la nécessaire séparation des pouvoirs, l'exécutif ne doit pas émaner du Parlement mais procéder d'un Président en charge des intérêts permanents de la nation, arbitre placé au-dessus des partis et des contingences politiques et garant de l'indépendance nationale nommant le Premier des Ministres qui détermine et mène la politique de la nation.

Néanmoins, il est important de renforcer la démocratie mise à mal par le bipartisme.

Le Parlement qui est devenu une chambre d'enregistrement doit retrouver son rôle de législateur, de même que le président de la République doit être cet arbitre dépassant les querelles politiques et non pas le chef d'une majorité comme il l'est actuellement.

Défendre les valeurs républicaines signifie, à nos yeux, la défense de la laïcité et de l'unité de la nation contre toute forme de communautarisme ou de régionalisme. Les valeurs républicaines signifient aussi la défense de la langue française face à l'uniformisation induite par la mondialisation. Nous souhaitons voir la francophonie être le reflet de notre identité dans le monde. Enfin, les valeurs républicaines signifient également que nous rejetons tout extrémisme politique de quelque nature qu'il soit car notre projet s'adresse à l'ensemble des français.

"L'âme d'une nation ne se conserve pas sans un collège officiellement chargé de la garder" nous disait également Ernest Renan.

- **ETABLISSEMENT D'UNE DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET SOCIALE NOUVELLE**

L'UPF propose une voie nouvelle dans le domaine économique et social. Une vision de la politique économique et sociale qui s'oppose à la fois au système capitaliste (dans lequel les patrons détiennent le pouvoir et le capital) et au système socialiste (où l'Etat concentre entre ses mains la totalité des décisions et des moyens).

"La participation change la condition de l'homme au milieu de la civilisation moderne. Dès lors que les gens se mettent ensemble pour une œuvre économique commune en apportant soit les capitaux nécessaires, soit la capacité de direction, de gestion et de technique, soit le travail, il s'agit que tous forment ensemble une société où tous aient un intérêt direct à son rendement et

à son bon fonctionnement". Charles de Gaulle

Seule cette participation à l'effort et aux bénéfices qui en découlent, peut changer le monde du travail. Seule une lutte contre les inégalités dans le domaine salarial et un meilleur rapport employés employeur peut établir une société plus juste.

Ainsi, le Progrès social est un vaste chantier touchant à de nombreux domaines. Il faut rénover en profondeur l'enseignement et la formation, clés de voûte de la société de demain.

Il convient de favoriser les petites et moyennes entreprises, celles qui créent l'essentiel de l'emploi en France, et qui correspondent bien au génie de notre peuple et à nos besoins. Il convient également de favoriser la création d'emploi par la ré-industrialisation de notre pays que la concurrence sauvage nous a fait perdre (sidérurgie par exemple)

En matière d'immigration, il faut sortir de la naïveté et reconnaître que la France ne peut accueillir toute la misère du monde.

Par contre, elle doit développer une véritable politique d'assimilation pour les populations étrangères présentes actuellement en toute légalité sur notre sol et qui respectent nos lois républicaines. En parallèle il convient de développer avec les pays d'émigration une politique de co-développement véritable afin de tarir à la source le phénomène de l'immigration, car ces pays se vident de leur "substance" et cela approfondit encore plus leurs difficultés.

- **GARANTIR LA SOLIDARITE ENTRE LES FRANCAIS**

Il ne peut y avoir de véritable politique sans tenir compte de la solidarité entre les français. La France ne peut se permettre de laisser de côté une grande partie de sa population. Pour autant solidarité et lutte contre la pauvreté ne signifie pas promouvoir l'assistanat, c'est pourquoi nous voulons inciter à l'effort de tous dans la société.

Nous nous devons de faire perdurer la protection sociale dont bénéficie chaque français. Pour cela nous devons réfléchir et adopter de nouvelles méthodes pour le financement de la sécurité sociale.

Nous nous devons également de sauvegarder et d'améliorer notre service public qui garantit l'égalité entre chacun de nos concitoyens.

Les valeurs de la famille doivent être réhabilitées car la famille est la collectivité sociale élémentaire, le socle qui permet le renouvellement des générations et la survie de la nation.

- **L'ÉCOLOGIE**

Il convient d'admettre qu'il faut s'engager résolument dans une véritable politique écologique de défense de notre environnement, une véritable politique de développement durable car des catastrophes écologiques majeures nous attendent si rien ne change ! Il faut passer des discours aux actes, il y a urgence ! La France n'est grande que si elle sait montrer l'exemple au monde et si elle sait lui montrer ce qui est juste et vrai au détriment des intérêts particuliers de quelques uns.

C'est pourquoi la souveraineté nationale doit être un moyen nous permettant d'effectuer une politique écologique active qui entraînera toutes les autres nations.

- NOTRE INDEPENDANCE POLITIQUE

L'UPF entend être une force de rassemblement au-delà de la droite et de la gauche car nous travaillons avant tout pour la France.

Nous voulons passer un partenariat loyal avec les français, et non avec une majorité politique quelconque. Nous voulons agir avec la volonté d'unir le peuple français et d'avoir pour seule ambition le redressement national et la grandeur de la France. C'est pourquoi, nous nous appelons l'Union du Peuple Français et que nous vous appelons à nous rejoindre afin d'offrir demain à notre nation un monde meilleur ou régnera plus de liberté et plus de justice.

"La France, c'est tout à la fois, c'est tous les Français. C'est pas la gauche, la France ! C'est pas la droite, la France ! Naturellement, les Français comme de tout temps, ressentent en eux des courants. ...Prétendre faire la France avec une fraction, c'est une erreur grave, et prétendre représenter la France au nom d'une fraction, cela c'est une erreur nationale impardonnable."disait Charles de Gaulle

L'UPF entend promouvoir une nouvelle société prospère, généreuse et plus libre où les rapports entre administrations et administrés seront humanisés ; où le dialogue social et la participation de chacun, aussi bien dans la vie professionnelle que dans la vie publique, sera renforcée et où l'ordre républicain ainsi que le progrès social seront préservés et développés.